



DECISION DU PRESIDENT N° 277-23

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : ATTRIBUTION DU MARCHE RELATIF A L'ACCOMPAGNEMENT DES PARTICULIERS DANS LEURS PROJETS LIÉS A LA POSE DE PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES ET A L'AUTOCONSOMMATION

Le Président de la Communauté de communes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,
Vu les L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique,
Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
Considérant la délibération n°338-22 du 16 décembre 2022,
Considérant que depuis le 1^{er} janvier 2023, la Communauté de communes a fait évoluer ce dispositif en proposant un accompagnement technique supplémentaire spécifique à l'usage des panneaux photovoltaïques dans le logement et l'autoconsommation,
Considérant que la Communauté de communes souhaite pérenniser cette prestation jusqu'au 31 décembre 2025,
Considérant l'offre du groupement d'entreprise HATEIS / ECOSY de La Roche-sur-Yon (85) pour un montant estimatif de 25 200€ HT, pour une durée deux ans.

DECIDE

Article 1 : d'attribuer le marché relatif à l'accompagnement des particuliers dans leurs projets liés à la pose de panneaux photovoltaïques et à l'autoconsommation, au groupement d'entreprise HATEAIS / ECOSY de La Roche-sur-Yon (85) pour montant estimatif de 25 200€ HT, pour une durée deux ans.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget principal.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée au trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées

Fait à Saint-Fulgent, le 13 novembre 2023

Le Président
Jacky DALLEY

